



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

22 textes

S O M M A I R E

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

1. Arrêté n° 2737-2025 VRPF/DABF du 6 mai 2025 portant attribution par l'État d'une subvention complémentaire au titre des crédits pédagogiques, des fonds sociaux et des dépenses de fonctionnement aux trois réseaux de l'enseignement privé du second degré sous contrat avec l'État au titre de la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation avec la Polynésie française
2. Arrêté n° 2818-2025 VRPF/DABF du 13 mai 2025 fixant le montant de la subvention pour le financement des rémunérations des agents de la fonction publique territoriale exerçant des fonctions de surveillance dans les établissements publics territoriaux d'enseignement du second degré public (emplois d'assistants d'éducation), la couverture des accidents de travail des élèves et les fonds sociaux attribuée à la Polynésie française

ACTES PRIS CONJOINTEMENT ÉTAT/POLYNÉSIE FRANÇAISE

3. Convention cadre pluriannuelle 2025-2027 n° 17-25 du 26 mars 2025 entre l'État et la Polynésie française, 3e instrument du concours financier de l'État au profit de la Polynésie française, concours de l'État au financement des investissements prioritaires de la Polynésie française

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

4. Arrêté n° 937 PR du 16 mai 2025 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture
5. Arrêté n° 938 PR du 16 mai 2025 portant modification de l'arrêté n° 50 PR du 2 février 2015 portant commissionnement de Mme Lovina JOSSERAND épouse JOUSSIN, chef de service par intérim de la direction du travail, aux fins d'exercer les fonctions qui lui sont dévolues
6. Arrêté n° 941 PR du 16 mai 2025 accordant le versement de la contribution volontaire de la Polynésie française au secrétariat du Forum des îles du Pacifique pour le financement du programme « Office of the Pacific Ocean Commissioner » (OPOC) pour l'exercice 2025

Ministère de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle

7. Arrêté n° 4102 MFT/DTI du 16 mai 2025 mettant fin à la décharge partielle d'activité de service octroyée à Mme Ramona TUAHU-MARURAI épouse TETUANUI, adjoint administratif principal de 1re classe, 3e échelon, pour exercer une activité syndicale auprès de la Fédération de Rassemblements des Agents des Administrations de Polynésie (FRAAP)

Ministère des grands travaux, de l'équipement

8. Arrêté n° 4121 MGT du 19 mai 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Papahia cadastrée CM n° 122 (plan 44) nécessaire à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur, sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti
9. Arrêté n° 4122 MGT du 19 mai 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Papahia cadastrée CM n° 122 (plan 44) nécessaire à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti
10. Arrêté n° 4123 MGT du 19 mai 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la parcelle de terre cadastrée CM n° 122 (plan 44) nécessaire à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur, sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti
11. Arrêté n° 4124 MGT du 19 mai 2025 portant renouvellement d'autorisation d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public portuaire, du quai de Fare sur l'île de Huahine, pour du stockage de marchandises, au profit de la Société de Navigation Polynésienne
12. Arrêté n° 4125 MGT du 19 mai 2025 portant renouvellement d'autorisation d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public portuaire, sise sur le quai de Farepiti sur l'île de Bora Bora, pour du stockage de marchandises, au profit de la Société de Navigation Polynésienne
13. Arrêté n° 4126 MGT du 19 mai 2025 portant autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public portuaire, du quai de Faa'aha, sis sur l'île de Tahaa, pour une activité de transport de marchandises et de personnes, au profit de la SASU Tahaa Express

Ministère de l'économie, du budget et des finances

14. Arrêté n° 4120 MEF/DGAE du 16 mai 2025 portant autorisation dérogatoire de l'association Hippique et d'Encouragement à l'Élevage en Polynésie française pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II
15. Arrêté n° 4206 MEF/DGAE du 19 mai 2025 portant agrément de l'association Papeete Rugby Club pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo »

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

16. Arrêté n° 4112 MPR/DRM du 16 mai 2025 portant agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française au profit de M. Kelly, Christophe, Taia FAREATA
17. Arrêté n° 4113 MPR/DRM du 16 mai 2025 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Jacob, Teiva FAREEA à l'usage de son exploitation perlicole sise à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 212)
18. Arrêté n° 4114 MPR/DRM du 16 mai 2025 modifiant l'arrêté n° 9914 MCE/DRM du 15 septembre 2022 modifié approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Roméo, Teiki TAMATA à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 257)
19. Arrêté n° 4185 MPR/DRM du 19 mai 2025 accordant à M. Willy, Rainui AH-MIN le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française
20. Arrêté n° 4186 MPR/DRM du 19 mai 2025 portant suspension du bénéfice de la licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » de M. Tevaarii, Evrard, Teuirahihi TAU pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française

Ministère de la santé

21. Arrêté n° 4127 MSP du 19 mai 2025 portant autorisation de modifier la durée maximale de conservation de certaines denrées alimentaires produites et commercialisées par l'établissement Easy Market Prince Hinoï, sis avenue du Prince-Hinoï à Papeete, exploité par la SARL Société Commerciale Prince Hinoï (n° TAHITI 997668)

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Avis officiels

22. Direction des affaires foncières - Avis n° 9364 MFL/DAF/SIAD du 16 mai 2025 - Partage judiciaire par souche



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 1/22, Page 1/2

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 2737-2025 VRPF/DABF du 6 mai 2025 portant attribution par l'État d'une subvention complémentaire au titre des crédits pédagogiques, des fonds sociaux et des dépenses de fonctionnement aux trois réseaux de l'enseignement privé du second degré sous contrat avec l'État au titre de la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation avec la Polynésie française

NOR : ETA25300435AR

Le vice-recteur de Polynésie française,

Vu la loi de finances n° 2025-127 du 14 février 2025 portant loi de finances de l'État pour 2025 ;

Vu les articles L. 442-9 et R. 442-14 du code de l'éducation ;

Vu le décret n° 2004-703 du 13 juillet 2004 relatif aux dispositions réglementaires des livres Ier et II du code de l'éducation ;

Vu la convention rectifiée n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État relative à l'éducation ;

Vu l'arrêté n° HC 94 DMME/BRHT/tto du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Thierry TERRET, vice-recteur de la Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué et portant délégation de signature pour l'exécution des dépenses et des recettes traitées sous chorus ;

Vu les crédits délégués en autorisations d'engagement et crédits de paiement n° 2000012706 et n° 2000019695 au vice-rectorat de la Polynésie française sur le programme 0139 ;

Vu le courrier référencé DEC/DEP/DEA_2025-0208 du 29 avril 2025 notifiant la répartition de la dotation spécifique, cosigné par les trois directions confessionnelles, à savoir, la direction de l'enseignement catholique, la direction de l'enseignement protestant et la direction de l'enseignement adventiste,

Arrête :

Article 1er

Conformément à l'article 40 de la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État susvisée, il est attribué directement aux trois réseaux de l'enseignement privé sous contrat, une dotation spécifique au titre des crédits pédagogiques, des fonds sociaux et des dépenses de fonctionnement sous-répartie comme ci-après :

Direction de l'enseignement	Crédits pédagogiques 0139-09-02	Fonds sociaux 0139-08-03	Fonctionnement 0139-09-04	Total
Catholique	222 256,27 €	4 828,97 €	22 686,79 €	249 772,03 €
Protestant	68 426,99 €	1 486,71 €	6 984,68 €	76 898,38 €
Adventiste	6 872,74 €	149,32 €	701,53 €	7 723,59 €
Total	297 556 €	6 465 €	30 373 €	334 394 €

Art. 2

La participation de l'État à ces dépenses pour l'exercice budgétaire 2025 est imputable sur les crédits du programme 0139, enseignement privé des premier et second degrés.

Art. 3

Les crédits sont affectés et ne peuvent faire l'objet d'un redéploiement à d'autres fins. Un défaut de régularité dans l'usage des subventions publiques fera l'objet d'une procédure de recouvrement par les services du trésor public.

Art. 4

Un compte-rendu financier doit être adressé au vice-rectorat de la Polynésie française dans un délai maximum de trois mois suivant la fin de l'exercice budgétaire 2025.

Art. 5

Le secrétaire général du vice-rectorat de Polynésie française et M. l'administrateur général des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le vice-recteur et par délégation : le secrétaire général,
Olivier HUISMAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 2/22, Page 1/2

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 2818-2025 VRPF/DABF du 13 mai 2025 fixant le montant de la subvention pour le financement des rémunérations des agents de la fonction publique territoriale exerçant des fonctions de surveillance dans les établissements publics territoriaux d'enseignement du second degré public (emplois d'assistants d'éducation), la couverture des accidents de travail des élèves et les fonds sociaux attribuée à la Polynésie française

NOR : ETA25300444AR

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu la loi de finances n° 2025-127 du 14 février 2025 portant loi de finances de l'État pour 2025 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu l'arrêté n° HC 94 DMME/BRHT/tto du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à M. Thierry TERRET, vice-recteur de la Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué et portant délégation de signature pour l'exécution des dépenses et des recettes traitées sous chorus ;

Vu le courrier n° 02059-2025 VR/SG/CG de notification des moyens pour l'année civile 2025 de M. le vice-recteur de la Polynésie française en date du 21 mars 2025 ;

Vu le courrier n° 1001 MEE de M. le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur et de la culture de la Polynésie française du 9 avril 2025 ;

Vu les délégations de crédits en autorisations d'engagement et crédits de paiement n° 2000002336 du 9 janvier 2025, n° 2000013386 du 4 mars 2025 et n° 2000017456 du 20 mars 2025 au vice-rectorat de la Polynésie française sur le programme 0230 ;

Vu l'engagement juridique chorus n° 2104641048, visé par le contrôleur budgétaire sous couvert de M. l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française en date du 13 mai 2025,

Arrête :

Article 1er

Conformément à la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016, il est attribué à la collectivité de la Polynésie française, pour l'exercice 2024, une dotation imputable sur les crédits du programme 0230 d'un montant de 5 424 262 € (cinq-millions-quatre-cent-vingt-quatre-mille-deux-cent-soixante-deux euros), répartie comme suit :

- 4 577 000 € pour la participation du ministère de l'éducation nationale à la rémunération des agents titulaires et non titulaires de la fonction publique territoriale de la Polynésie française exerçant des fonctions de surveillance au sein des établissements publics territoriaux d'enseignement du second degré (emplois d'assistants d'éducation) ;
- 25 380 € minorés de 2 118 €, soit 23 262 € pour les cotisations et rentes versées au titre des accidents du travail des élèves. Les 2 118 € correspondent à une rente d'invalidité permanente partielle (IPP) versée directement par le vice-rectorat ;
- 818 000 € au titre des fonds sociaux ;
- 6 000 € au titre des frais de déplacements.

Domaine fonctionnel	Code activité	Nature de la dépense	Montant
0230-01	023000PEOM01	Rémunération des agents de la fonction publique territoriale exerçant des fonctions de surveillance dans les établissements publics territoriaux d'enseignement de la Polynésie française	4 577 000 €
0230-01	023000FOAT02	Couverture des accidents du travail des élèves	23 262 €
0230-04-02	023000ASFS01	Fonds sociaux	818 000 €
0230-01	023000FOFD03	Frais de déplacement des personnels	6 000 €

Les crédits des fonds sociaux correspondent à des crédits affectés qui ne peuvent pas être redéployés à d'autres fins. Tout autre emploi fera l'objet d'une régulation budgétaire l'année suivante. À cette fin, le programme d'emploi prévisionnel de ces crédits sera communiqué en indiquant la clef de répartition suivant les types de dépenses en distinguant la liste des collèges et des lycées bénéficiaires.

Ces crédits doivent prioritairement permettre de couvrir les dépenses d'acquisition de matériels scolaires et éducatifs, de demi-pension et les dépenses alimentaires ainsi que vestimentaires le cas échéant. Une attention particulière sera portée aux élèves scolarisés dans les archipels éloignés et notamment ceux des internats.

Une information préalable du vice-rectorat sur les critères sociaux et économiques retenus ainsi que sur la clef de répartition devra être faite avant mise à disposition de la Polynésie française des crédits de paiement.

Un compte rendu financier doit être adressé au vice-rectorat de Polynésie française dans un délai maximum de trois mois suivant la fin de l'exercice budgétaire 2025.

Art. 2

Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française et M. l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le vice-recteur de la Polynésie française,
Thierry TERRET



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 3/22, Page 1/5

ACTES PRIS CONJOINTEMENT ÉTAT/POLYNÉSIE FRANÇAISE

Convention cadre pluriannuelle 2025-2027 n° 17-25 du 26 mars 2025 entre l'État et la Polynésie française, 3e instrument du concours financier de l'État au profit de la Polynésie française, concours de l'État au financement des investissements prioritaires de la Polynésie française

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française complétée par la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu l'article 168 de la loi de finances n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu la déclaration commune n° 0311-10 du 4 février 2010 signée entre l'État et la Polynésie française et portant réforme de la dotation globale de développement économique, complétée par la déclaration commune du 27 novembre 2013 ;

Vu la délibération n° 2025-1 APF du 20 février 2025 portant approbation du projet de convention cadre pluriannuelle 2025-2027 relative au concours de l'État au financement des investissements prioritaires de la Polynésie française (3e instrument financier),

L'État (ministère des outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française,

Conviennent de ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention cadre pluriannuelle a pour objet de fixer le cadre général des conditions d'octroi, à compter de la programmation 2025, des opérations éligibles au concours de l'État au financement des investissements prioritaires de la Polynésie française (3e instrument financier).

Cette convention cadre sera déclinée par des conventions annuelles qui préciseront, pour chaque exercice concerné, la liste des opérations programmées, le montant du concours financier de l'État, et les dispositions relatives aux délais de réalisation.

Art. 2. — Bénéficiaire

Le bénéficiaire est la Polynésie française.

Art. 3. — Date d'effet et durée de la convention

Les présentes dispositions de mise en œuvre de ce troisième instrument financier prennent effet à compter du 1er janvier 2025, pour une durée de 3 ans.

À l'issue de l'exercice 2027, la présente convention sera renouvelée annuellement par tacite reconduction sauf dénonciation expresse de la part de l'une des parties.

Art. 4. — Secteurs éligibles

Les opérations d'investissement pouvant être programmées sont réparties en quatre grands secteurs :

- les infrastructures routières ;
- les infrastructures portuaires ;
- les infrastructures aéroportuaires ;
- les infrastructures de défense contres les eaux.

De nouveaux secteurs éligibles pourront être ajoutés à la présente liste par voie d'avenant.

Sur l'ensemble de ces secteurs, devront être identifiées de façon plus spécifique les opérations d'investissement contribuant à la mise en œuvre de la politique de transition écologique du pays notamment en termes d'atténuation des émissions des gaz à effet de serre et d'adaptation aux effets du changement climatique.

Art. 5. — Pilotage du dispositif

Un comité de pilotage est institué afin d'assurer la bonne exécution et le suivi de la présente convention. Il s'appuie sur un comité de suivi des opérations.

Le secrétaire de ces instances est assuré conjointement par les services de l'État (haut-commissariat) et du pays (direction du budget et des finances).

5. 1. Le comité de pilotage

5. 1. 1. Composition

Le comité de pilotage est présidé conjointement par le haut-commissaire de la République et le Président de la Polynésie française.

Il est composé des membres suivants :

Au titre de l'État :

Le secrétaire général ou son représentant ;

Le directeur des finances publiques en Polynésie française ou son représentant ;

Les chefs des subdivisions administratives du haut-commissariat.

Au titre de la Polynésie française :

Le ministre en charge des grands travaux ou son représentant ;

Le ministre en charge des finances et du budget ou son représentant ;

Le ministre en charge des transports ou son représentant.

5. 1. 2. Attributions

Le comité de pilotage :

- assure le suivi et veille au respect du dispositif ;
- examine les opérations d'investissement proposées et s'assure de leur éligibilité ;
- valide une programmation annuelle et ses éventuelles modifications, pour chacun des secteurs éligibles ;
- s'assure de l'identification des opérations d'investissement contribuant à la politique de transition écologique du pays ainsi que de la mise en place progressive d'indicateurs dédiés.

Les décisions du comité de pilotage sont arrêtées conjointement par le haut-commissaire de la République en Polynésie française et par le Président de la Polynésie française ou leur représentant.

5. 1. 3. Fonctionnement

Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par an, si possible au cours du dernier trimestre de l'année N-1 pour :

- établir la liste des opérations programmées de façon annuelle ;
- examiner le bilan intermédiaire présentant la situation d'exécution des investissements ;
- se prononcer sur les éventuelles demandes de modification afférant à la programmation de l'année en cours ;
- valider le bilan définitif de fin d'année N-1 transmis par le Président de la Polynésie française au cours du premier trimestre.

Il peut se réunir également en tant que de besoin, pour :

- se prononcer sur les éventuelles demandes de fongibilité afférant à la programmation de l'année en cours.

La programmation pourra concerner le financement de tranches fonctionnelles d'opérations inscrites au budget de la Polynésie française, préalablement identifiées et chiffrées, dont l'exécution ne saurait commencer avant le 1er janvier de l'année considérée.

Afin de faire face à des situations exceptionnelles et/ou des demandes urgentes, le comité de pilotage peut être réuni, à la demande du haut-commissaire ou du Président de la Polynésie française, en formation restreinte ou dématérialisée selon la configuration suivante : M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française et M. le Président de la Polynésie française ou leurs représentants respectifs.

5. 2. Le comité de suivi

Il est composé des services de l'État et de la Polynésie française en charge de l'animation du dispositif avec pour mission de :

- assurer un suivi de l'état d'avancement de l'ensemble des opérations ;
- veiller au respect du calendrier prévisionnel de réalisation des investissements programmés et de versement des crédits prévus ;
- préparer la tenue du comité de pilotage.

Le suivi peut notamment s'appuyer sur les Fiches budgétaires d'opérations (FBO) produites par les services de la Polynésie française.

Art. 6. — Programmation et modalités d'engagement

6. 1. Programmation

Préalablement à la réunion du comité de pilotage chargé de valider la programmation annuelle, le Président de la Polynésie française adresse au haut-commissaire de la République en Polynésie française une liste des opérations proposées à la programmation, comprenant une description détaillée de chacun des investissements, le plan de financement, la durée prévisionnelle de réalisation, l'identification des opérations concourant à la mise en œuvre de la politique de transition écologique ainsi que l'échéancier prévisionnel de versements sous forme d'une Fiche budgétaire d'opération (FBO).

Ce dossier technique doit être transmis aux services du haut-commissariat et de la direction des finances publiques en Polynésie française au moins 1 mois avant la date de réunion du comité de pilotage.

La clé de répartition des financements État/Polynésie française est précisée pour chaque opération, la participation financière de l'État ne pouvant excéder 70 % du coût global TTC desdites opérations.

60 % du montant de la programmation doit être consacré à des opérations structurantes, c'est-à-dire dont le montant unitaire est égal ou supérieur à 2,26 M € TTC.

En cas de modification du taux de TVA en cours d'exercice, les bases de calcul de la subvention demeureront identiques à celles précisées dans la décision de programmation de sorte que l'engagement de l'État ne puisse être altéré en gestion.

Toute modification du taux de TVA impliquera la formalisation d'un avenant à la présente convention dans un délai maximum de six mois et, en tout état de cause, avant la validation de la programmation établie au titre de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur de ladite modification.

6. 2. Engagement

Après validation de la programmation par le comité de pilotage, une convention annuelle vient formaliser l'engagement des parties. Elle précise la liste des opérations programmées, le montant du concours financier de l'État, les dispositions relatives aux délais de réalisation.

Les opérations ne peuvent faire l'objet d'un engagement que l'année de leur programmation (année N). Le report de leur engagement en année N+1 est toutefois possible sous réserve de l'accord explicite du comité de pilotage.

La Polynésie française est autorisée à engager les opérations dont la programmation a été validée par le comité de pilotage, à compter du 1er janvier de l'exercice considéré. Il est néanmoins précisé que le démarrage des opérations n'engage pas le concours financier de l'État, ce dernier devenant effectif à la signature de la convention annuelle.

À l'expiration d'un délai de deux ans après la signature de la convention annuelle, si l'opération ayant fait l'objet de la subvention n'a pas connu de commencement d'exécution, elle est retirée de la programmation.

Une prorogation exceptionnelle de ce délai, ne pouvant excéder une année, peut toutefois être accordée par l'État sur demande circonstanciée de la Polynésie française.

6. 3. Fongibilité

Sur demande motivée de la Polynésie française, une fongibilité pourra s'effectuer entre opérations au sein d'un même secteur ou de secteurs distincts. Elle pourra concerner les autorisations d'engagement et les crédits de paiement.

L'arbitrage des opérations de fongibilité est acté par le comité de pilotage, le cas échéant en format restreint ou dématérialisé, conformément aux articles 5.1.2 et 5.1.3 *supra*.

Art. 7. — Modalités de versement des subventions

Le troisième instrument financier, créé par la loi de finances pour 2011, est imputé sur les crédits délégués par le ministre des outre-mer, sur le programme 123 « Conditions de vie outre-mer », action n° 6, domaine fonctionnel 0123-06-12.

Sous réserve de la disponibilité des crédits, ceux-ci seront versés sur demande de la Polynésie française, pour chacune des opérations subventionnées, selon les modalités suivantes :

- une avance pourra être versée, à hauteur de 30 % du montant de la participation de l'État, à la réception de l'ordre de démarrage de l'opération ;
- versements intermédiaires :
 - pour les opérations dont le montant TTC est inférieur à 180 000 000 F CFP (1 508 400 €), deux versements intermédiaires pourront être effectués à concurrence d'un montant maximal de 80 % de la participation de l'État, avance versée comprise ;
 - pour les opérations dont le montant TTC est supérieur ou égal à 180 000 000 F CFP (1 508 400 €), des versements intermédiaires pourront être effectués à concurrence d'un montant maximal de 80 % de la participation de l'État, avance versée comprise.

Ces versements auront lieu sur justification de l'état d'avancement financier des opérations, à hauteur de leur degré de réalisation, déduction faite de l'avance (état de mandatements TTC visé par le payeur de la Polynésie française et point de situation d'avancement de l'opération certifié par les services techniques de la Polynésie française) ;

- le solde sera versé selon les dispositions suivantes :
 - le montant définitif du concours financier de l'État sera calculé au *prorata* du coût réel, soit à hauteur du montant de la participation de l'État arrêté dans la programmation ;
 - sont éligibles les dépenses engagées de la date de commencement à la date de fin d'opération. Toutes les autres dépenses sont inéligibles et exclues du calcul définitif de la subvention. La Polynésie française produira le cas échéant une copie de toute pièce permettant de justifier la date effective de l'engagement juridique des dépenses ;
 - la Polynésie française adjointra à la demande de versement les pièces justificatives attestant la réalisation technique et financière de l'opération :
 - certificat de réalisation de l'opération délivré par les services de la Polynésie française ;
 - visite sur site, facultative, à la demande d'un représentant de l'État ;
 - états de mandatements et bilan de clôture TTC visés par le payeur de la Polynésie française ;
 - la production des pièces justificatives interviendra dans un délai maximal de six mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, pour tenir compte du délai global de mandatement. À défaut de transmission dans ce délai, l'opération sera clôturée sans versement du solde. Toutefois, sur demande circonstanciée de la Polynésie française adressée aux services de l'État au plus tard un mois avant la date d'expiration du délai de transmission, ce dernier pourra exceptionnellement être porté jusqu'à dix-huit mois, notamment en cas de contentieux ou d'impossibilité de levées de réserves.

Le comptable assignataire est le directeur des finances publiques en Polynésie française.

Les versements seront effectués au profit de la Polynésie française auprès du payeur de la Polynésie française auprès du payeur de la Polynésie française.

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention ou de non-conformité des projets réalisés par rapport à la programmation, l'État se réserve le droit d'exiger le reversement total ou partiel des sommes mandatées.

Art. 8. — Mesures de publicité

La Polynésie assurera la publicité de la participation de l'État selon les modalités de mise en œuvre définies dans la charte graphique de l'État <https://gouvernement.fr/marque-Etat> pour assurer la transparence et la bonne information sur les financements de l'État.

La Polynésie s'engage notamment :

- à mentionner la participation de l'État aux opérations financées au titre du « 3IF ». Elle devra en faire état, de manière suffisamment lisible, sur l'ensemble des documents établis (plaquettes, invitation, supports audiovisuels, sites internet ou autre) et lors des manifestations valorisant l'objet du financement ;
- à ce que toute action d'information et de communication menée en lien avec les opérations financées fasse mention de la marque État et du soutien concerné ;
- à afficher sur le site des opérations pendant la réalisation le plan d'investissement ;

- à informer des opérations financées sur son site web et ses réseaux sociaux, le cas échéant.

Art. 9. — Modification de la convention

Sur demande de l'une des deux parties, les dispositions de la présente convention cadre pluriannuelle pourront être modifiées ou complétées par voie d'avenant.

Fait en 2 exemplaires originaux, à Papeete, le 26 mars 2025.

Pour la Polynésie française :

Le Président de la Polynésie française,

Moetai BROTHERSON

Pour l'État :

Le haut-commissaire de la République,

Éric SPITZ



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 4/22, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 937 PR du 16 mai 2025 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture

NOR : SGG25506000AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Arrête :

Article 1er

Mme Vannina CROLAS, ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, pendant l'absence de M. Ronny TERIIPAIA, le 20 mai 2025.

Art. 2

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mai 2025.

Pour le Président absent : la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 5/22, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 938 PR du 16 mai 2025 portant modification de l'arrêté n° 50 PR du 2 février 2015 portant commissionnement de Mme Lovina JOSSERAND épouse JOUSSIN, chef de service par intérim de la direction du travail, aux fins d'exercer les fonctions qui lui sont dévolues

NOR : TRA25504982AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 2385 CM du 23 décembre 2010 modifié portant création et organisation de la direction du travail ;

Vu le courrier n° 740 MC 14 du 18 décembre 2014 du procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete relatif à l'agrément de Mme Lovina JOSSERAND épouse JOUSSIN ;

Vu l'arrêté n° 50 PR du 2 février 2015 portant commissionnement de Mme Lovina JOSSERAND épouse JOUSSIN, chef de service par intérim de la direction du travail, aux fins d'exercer les fonctions qui lui sont dévolues ;

Vu la prestation de serment de Mme Lovina JOSSERAND épouse JOUSSIN devant le juge du tribunal de première instance en date du 1er avril 2015 ;

Vu l'arrêté n° 721 PR du 4 avril 2025 portant fin de fonction de Mme Lovina JOSSERAND épouse JOUSSIN en qualité d'adjointe du directeur du travail ;

Sur proposition de la directrice du travail,

Arrête :

Article 1er

L'intitulé de l'arrêté n° 50 PR du 2 février 2015 susvisé est ainsi modifié :

« Arrêté n° 50 PR du 2 février 2015 portant commissionnement de Mme Lovina JOSSERAND épouse JOUSSIN, pour exercer à la direction du travail les missions de constatation des infractions à la réglementation du travail et à la prévention des risques professionnels ».

Art. 2

L'article 1er de l'arrêté n° 50 PR du 2 février 2015 susvisé est ainsi modifié :

« Article 1er. – Mme Lovina JOSSERAND épouse JOUSSIN, inspectrice du travail, est commissionnée aux fins de constater les infractions à la réglementation du travail et à la prévention des risques professionnels. ».

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mai 2025.

Pour le Président absent : la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 6/22, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 941 PR du 16 mai 2025 accordant le versement de la contribution volontaire de la Polynésie française au secrétariat du Forum des îles du Pacifique pour le financement du programme « Office of the Pacific Ocean Commissioner » (OPOC) pour l'exercice 2025

NOR : SRI25505266AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 452 PR du 14 février 2025 modifiant l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 514 PR du 14 juin 2023 portant modification de l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2020-27 du 17 septembre 2020 portant modification de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2021-49 APF du 29 avril 2021 complétant la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2156 CM du 26 octobre 2018 modifié portant établissement de la nomenclature des pièces justificatives des dépenses du pays et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la délibération n° 2017-72 APF du 17 août 2017 portant autorisation d'adhésion de la Polynésie française à l'accord établissant le secrétariat du Forum des îles du Pacifique du 30 octobre 2000 et à l'accord établissant le Forum des îles du Pacifique du 27 octobre 2005 ;

Vu le memorandum d'entente du 13 décembre 2024 entre la Polynésie française et le bureau du commissaire à l'Océan Pacifique (OPOC) agissant par l'intermédiaire du secrétariat du Forum des îles du Pacifique,

Arrête :

Article 1er

Est autorisé le versement de la somme de 180 000 FJD (cent-quatre-vingt-mille dollars fidjiens), soit 8 660 616 F CFP (huit-millions-six-cent-soixante-mille-six-cent-seize francs CFP) au budget du secrétariat du Forum des îles du Pacifique au titre de la contribution volontaire de la Polynésie française pour le financement du programme « Office of the Pacific Ocean Commissioner » pour l'exercice 2025.

Art. 2

Cette contribution sera versée au compte n° XXXXXXXXXXX du secrétariat du Forum des îles du Pacifique, dans les livres de la ANZ Bank, Victoria Parade, Suva, Fiji (CODE SWIFT : XXXXXXXX).

Art. 3

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 96006, centre de travail 6170-F, article 6562 « Participation à la coopération régionale », exercice 2025.

Art. 4

La déléguée aux affaires internationales, européennes et du Pacifique est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mai 2025.

Pour le Président absent : la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 7/22, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle

Arrêté n° 4102 MFT/DTI du 16 mai 2025 mettant fin à la décharge partielle d'activité de service octroyée à Mme Ramona TUAHU-MARURAI épouse TETUANUI, adjoint administratif principal de 1re classe, 3e échelon, pour exercer une activité syndicale auprès de la Fédération de Rassemblements des Agents des Administrations de Polynésie (FRAAP)

NOR : DRH25505795AM

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 818 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 1421 CM du 22 août 2024 portant création, organisation et fonctionnement de la direction des talents et de l'innovation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2386 CM du 19 décembre 2024 portant nomination de Mme Moerani LEHARTEL en qualité de directrice des talents et de l'innovation ;

Vu l'arrêté n° 919 MFT du 6 février 2025 portant délégation de signature à Mme Moerani LEHARTEL, directrice des talents et de l'innovation ;

Vu la délibération n° 95-223 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1201 PR du 19 décembre 2022 portant attribution aux organisations syndicales représentatives du crédit d'heures mensuel alloué au titre des décharges d'activité de service ;

Vu la lettre n° 64-2025 FPT/SG-FRAAP/JPU du 2 mai 2025 du secrétaire général de la FRAAP sollicitant l'annulation de la décharge en faveur de Mme Ramona TUAHU, adjoint administratif principal,

Arrête :

Article 1er

Il est mis fin à la décharge partielle d'activité de service de Mme Ramona TUAHU-MARURAI épouse TETUANUI, adjoint administratif principal de 1re classe, 3e échelon, pour exercer une activité syndicale auprès de la Fédération de Rassemblement des Agents des Administrations de Polynésie (FRAAP).

Art. 2

À compter de la date de notification du présent arrêté, Mme Ramona TUAHU-MARURAI épouse TETUANUI exerce une activité administrative normale, à temps complet, à la direction des talents et de l'innovation.

Imputation budgétaire : budget de l'administration de la Polynésie française, programme 962.02, article 641 111, programme de ventilation 974 01, centre de travail 305, poste n° 7114.

Art. 3

L'arrêté n° 11926 MFT/DGRH du 25 novembre 2024 portant octroi d'une décharge partielle d'activité de service pour exercer une activité syndicale auprès de la fédération de Rassemblement des Agents des Administrations de Polynésie au bénéfice de Mme Ramona TUAHU-MARURAI épouse TETUANUI, adjoint administratif principal de 1re classe, 3e échelon, en fonction à la direction générale des ressources humaines, est abrogé.

Art. 4

La directrice des talents et de l'innovation est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mai 2025.

Pour la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, et par délégation : la directrice des talents et de l'innovation,
Moerani LEHARTEL



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 8/22, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 4121 MGT du 19 mai 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Papahia cadastrée CM n° 122 (plan 44) nécessaire à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur, sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti

NOR : DEQ25505995AM

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie (réglementaire) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française (arrêté de promulgation n° 328 DRCL du 27 mars 1995) ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1514 CM du 3 septembre 2024 modifié portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti ;

Vu la dévolution successorale de M. Jules CHEVRIER ;

Vu la dévolution successorale de Bélinda CHEVRIER ;

Vu la demande de déconsignation ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er

Est autorisée la déconsignation au profit de Mme Brenda CHEVRIER-MIGNEUX (bf 3.1.2.1) pour un montant de 745 657 F CFP (sept-cent-quarante-cinq-mille-six-cent-cinquante-sept francs CFP).

Art. 2

Les coordonnées bancaires seront transmises directement à la Caisse des dépôts et consignations par l'expropriant (bureau foncier - DEQ).

Art. 3

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 mai 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 9/22, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 4122 MGT du 19 mai 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Papahia cadastrée CM n° 122 (plan 44) nécessaire à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti

NOR : DEQ25505992AM

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie (réglementaire) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française (arrêté de promulgation n° 328 DRCL du 27 mars 1995) ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1514 CM du 3 septembre 2024 modifié portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti ;

Vu la dévolution successorale de Jules CHEVRIER ;

Vu la demande de déconsignation ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er

Est autorisée la déconsignation au profit de Mme Isabelle VIVISH veuve CHEVRIER (bf 3.1.u) pour un montant de 994 210 F CFP (neuf-cent-quatre-vingt-quatorze-mille-deux-cent-dix francs CFP).

Art. 2

Est autorisée la déconsignation au profit de M. Franck CHEVRIER (bf 3.1.1) pour un montant de 745 658 F CFP (sept-cent-quarante-cinq-mille-six-cent-cinquante-huit francs CFP).

Art. 3

Est autorisée la déconsignation au profit de Mme Sylvie CHEVRIER (bf 3.1.3) pour un montant de 745 658 F CFP (sept-cent-quarante-cinq-mille-six-cent-cinquante-huit francs CFP).

Art. 4

Est autorisée la déconsignation au profit de Mme Brenda CHEVRIER (bf 3.1.4) pour un montant de 745 658 F CFP (sept-cent-quarante-cinq-mille-six-cent-cinquante-huit francs CFP).

Art. 5

Les coordonnées bancaires seront transmises directement à la Caisse des dépôts et consignations par l'expropriant (bureau foncier - DEQ).

Art. 6

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 mai 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 10/22, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 4123 MGT du 19 mai 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la parcelle de terre cadastrée CM n° 122 (plan 44) nécessaire à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur, sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti

NOR : DEQ25505775AM

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie (réglementaire) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française (arrêté de promulgation n° 328 DRCL du 27 mars 1995) ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1514 CM du 3 septembre 2024 modifié portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de la rivière Taharu'u zone amont du bassin dégraveur, sise dans la commune de Papara, sur l'île de Tahiti ;

Vu la dévolution successorale de Jules CHEVRIER ;

Vu la demande de déconsignation ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er

Est autorisée la déconsignation au profit de M. René, Alexandre AUNIAK (bf 3.2) pour un montant de 3 976 843 F CFP (trois-millions-neuf-cent-soixante-seize-mille-huit-cent-quarante-trois francs CFP).

Art. 2

Les coordonnées bancaires seront transmises directement à la Caisse des dépôts et consignations par l'expropriant (bureau foncier - DEQ).

Art. 3

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 mai 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 11/22, Page 1/4

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 4124 MGT du 19 mai 2025 portant renouvellement d'autorisation d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public portuaire, du quai de Fare sur l'île de Huahine, pour du stockage de marchandises, au profit de la Société de Navigation Polynésienne

NOR : DEQ25505812AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2001-5 APF du 11 janvier 2001 modifiée portant dispositions relatives au code des ports maritimes de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 239 VP du 13 janvier 2021 autorisant l'affectation des remblais cadastrés commune de Huahine, commune associée de Fare, au profit de la direction de l'équipement ;

Vu la demande de la Société de Navigation Polynésienne en date du 18 mars 2025 ;

Vu l'avis de la subdivision des îles Sous-le-Vent de la direction de l'équipement par bordereau n° 800 MGT/DEQ/ISLV du 23 avril 2025 ;

Vu la saisine de la commune de Huahine pour courrier n° 452 MGT du 7 avril 2025 ;

Vu l'avis de la circonscription des îles Sous-le-Vent par courrier n° 547 MFT/CISL du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er. — Objet de l'autorisation

Le renouvellement de l'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public portuaire, sise sur le quai de Fare sur l'île de Huahine, au droit de la parcelle cadastrée section AB n° 1, d'une superficie totale de 157 m², correspondant au hangar n° 2 comprenant un bureau, est autorisé en faveur de la Société de Navigation Polynésienne, tel que le tout figure sur le plan détenu par la direction de l'équipement.

En aucun cas ladite dépendance ne pourra être modifiée sans l'accord préalable de la direction de l'équipement.

Art. 2. — Destination de l'occupation

Cette occupation est destinée au stockage de marchandises ainsi qu'à l'usage de bureau administratif, incluant notamment l'accueil de la clientèle.

Cette destination ne pourra en aucun cas être changée sans l'autorisation préalable de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Durée de l'occupation

La présente autorisation prend effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Elle est accordée pour une durée de neuf (9) années, renouvelable, l'occupation étant reconduite à compter du 6 mars 2026.

Art. 4. — Renouvellement de l'occupation

Toute demande de renouvellement de l'occupation est effectuée six (6) mois au moins avant la date d'échéance de la présente autorisation.

Cette demande est adressée par lettre à la direction de l'équipement (BP 85, 98713 Papeete), accompagnée notamment d'une attestation justifiant le paiement à jour des redevances domaniales dues délivrée par la direction des affaires foncières.

Art. 5. — Conditions financières

Au titre de la redevance, et conformément à l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023, le bénéficiaire s'engage à payer au receveur-conservateur des hypothèques de la Polynésie française, une redevance annuelle d'un montant de 45 065 F CFP (quarante-sept-mille-soixante-cinq francs CFP), selon les modalités de paiement suivantes :

- soit par virement sur le compte IEOM n° XXXXX-XXXXX-XXXXXXXXXX-XX Papeete (ouvert au nom de la recette-conservation des hypothèques de la direction des affaires foncières) ;
- soit en espèces ou par chèque, directement à la direction des affaires foncières, immeuble Te Fenua, BP 114, 98713 Papeete.

Ci-après le détail du montant de la redevance :

Index	Emprise	Tarification		Montant (F CFP/an)
IP_ECO_01	Hangar	Part fixe : 40 000 F CFP/unité/an	1 unité	40 000
		Part variable : 45 F CFP/m²/an	157	7 065
Redevance annuelle				47 065

Cette somme est payable à compter du 6 mars 2026.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023, relatif à la fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française.

Art. 6. — Conditions générales

La Société de Navigation Polynésienne doit se conformer au code des ports maritimes de la Polynésie française.

Elle s'engage, en outre, à se conformer aux dispositions du règlement du quai de Fare sis à Huahine, en ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

Le présent arrêté n'est assimilable ni à un bail, ni à une location.

L'autorisation d'occupation est rigoureusement personnelle et ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle. Toutefois, un simple changement de raison sociale ne met pas fin à l'autorisation si ce changement est porté préalablement à la connaissance de la Polynésie française par lettre recommandée.

L'occupante est tenue de n'apporter aucun trouble de jouissance.

Elle doit notamment prendre les précautions nécessaires pour éviter les bruits, les odeurs et pour empêcher la présence d'animaux et insectes nuisibles tels que les rats, souris, cafards, etc., exercer une surveillance sur ses préposés et veiller à leur bonne tenue, ne rien entreprendre ni laisser en dépôt qui puisse apporter un trouble ou causer une gêne aux autres usagers du domaine public portuaire.

Elle est tenue de prendre les mesures nécessaires pour éviter toute pollution du plan d'eau par rejet de déchets ou corps gras.

Elle doit se conformer à toute remarque faite par les agents de la direction de l'équipement et s'engage notamment à respecter les clauses et conditions suivantes :

1° Elle est tenue d'obtenir toutes les autorisations administratives rendues obligatoires par la législation en vigueur et nécessaires pour l'exercice de son activité prévue au titre de l'occupation ;

2° Elle est tenue de transmettre à la direction de l'équipement un exemplaire de ces autorisations administratives ;

3° Elle est la seule tenue à toutes les garanties que l'occupation peut entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

4° Elle est tenue de ne causer aucun préjudice aux parties voisines de l'occupation concernée ;

5° Elle fait son affaire personnelle de toute contestation qui peut survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Art. 7. — État des lieux

L'occupante prend l'emplacement dans l'état où il se trouve à la date de sa remise sans pouvoir exiger de la Polynésie française une indemnisation ou une quelconque réparation.

Elle doit le rendre conformément à l'état des lieux dressé contradictoirement lors de l'entrée en jouissance.

Art. 8. — Entretien des lieux

Pendant toute la durée de l'occupation, l'occupante doit à ses frais et sous sa responsabilité, conserver en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement l'emplacement octroyé.

Elle supportera tous les travaux de réparation, reconstruction, surélévation, agrandissement et autres que la Polynésie française juge nécessaire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, ni diminution de la redevance, quelles que soient leur importance et leur durée.

Elle évacuera régulièrement les déchets et détritiques provenant de ses activités.

Art. 9. — Travaux

L'occupante ne peut faire aucun travaux ou aménagement de quelque nature que ce soit, sans l'accord express et préalable de la direction de l'équipement, ni l'obtention des autorisations administratives nécessaires délivrées par les services et organismes compétents de la Polynésie française. L'occupante doit fournir à la direction de l'équipement toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux, dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception desdits documents.

Elle est tenue, au préalable, d'avertir la direction de l'équipement de toute intervention sur l'emplacement du domaine public qui lui a été octroyé.

Les travaux sont à la charge de l'occupante qui est seule tenue à toutes les garanties que l'occupation peut entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Tout embellissement, amélioration ou installation réalisé par l'occupante pendant le cours de l'occupation reste la propriété de la Polynésie française sans aucune indemnité pour l'occupante.

L'occupante ne peut mettre en cause la Polynésie française en cas de dégradation de tout ou partie de son matériel lors d'éventuels travaux entrepris sur le domaine public par les agents de la direction de l'équipement.

Art. 10. — Assurance - Responsabilité - Recours

L'occupante est responsable de tous sinistres pouvant éventuellement intervenir à l'occasion ou du fait de son activité ou de sa présence sur les lieux.

Elle contractera auprès d'une compagnie notoirement solvable, toutes assurances nécessaires à sa responsabilité civile, vol, incendie, explosion, dégâts des eaux, accidents et tout autre sinistre imputable à son personnel ou aux installations immobilières et mobilières dont elle a la propriété, l'exploitation ou la garde.

Elle prendra à ses frais toutes mesures de sécurité qui pourraient lui être imposées par mesures générales de façon à prévenir tout sinistre ou accident. Faute par elle de prendre ces mesures, ceci pourra y être pourvu d'office et à ses frais.

Elle devra s'acquitter exactement et régulièrement des primes de ces assurances et justifiera du tout à toute réquisition de la direction de l'équipement.

La surveillance et la conservation des biens de l'occupante ou mis sous sa garde, placés sur les terrains, terre-pleins, locaux, ou voies publiques, ne sont pas à la charge de la Polynésie française et aucune responsabilité ne pèsera sur elle en cas de pertes, vols ou détériorations.

L'occupante ne pourra élever aucune réclamation pour les dégâts provenant de l'action des eaux, de la mer et du vent.

Art. 11. — Abrogation de l'autorisation par la Polynésie française

La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire.

L'autorité compétente peut abroger l'autorisation d'occupation, sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts, en cas d'inobservation des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux et notamment en cas de :

- non-paiement des redevances échues ;
- cession partielle ou totale de l'autorisation sans accord préalable de la Polynésie française ;
- non-usage de l'emplacement dans un délai de six (6) mois à compter de la date d'effet de la présente autorisation ;
- cessation de l'usage de l'activité, précisée à l'article 2 du présent arrêté, pendant une durée de trois (3) mois ;
- annulation ou caducité des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur pour l'exercice de l'activité précisée à l'article 2 du présent arrêté ;
- condamnation pénale mettant l'occupante dans l'impossibilité de poursuivre l'exploitation ;
- cessation de l'exploitation consécutive à une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens ouverte à l'encontre de l'occupante.

Art. 12. — Résiliation de l'autorisation

L'occupante peut mettre fin à la présente autorisation et résilier son droit d'occupation en cas de cessation définitive de l'activité. Cette résiliation doit être notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception, à la direction de l'équipement, dans un délai d'un (1) mois avant la cessation définitive.

La résiliation ne donne droit à paiement d'aucune indemnité de quelque nature que ce soit. Les redevances payées d'avance par l'occupant resteront acquises par la Polynésie française, sans préjudice du droit, pour cette dernière de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 13. — Restitution des lieux et remise en état

L'occupante doit, en fin d'occupation ou à la date de cessation pour quelque cause que ce soit, remettre les lieux libres de toutes modifications qu'elle aurait faites.

À défaut pour l'occupante de s'être acquittée de cette obligation dans le délai fixé par mise en demeure, la Polynésie française peut y pourvoir d'office aux frais et risques de l'occupante. Dans ce cas, la redevance continue à être due jusqu'à la remise en état des lieux.

Toutefois, la Polynésie française se réserve la possibilité de renoncer à la remise en état des lieux. L'occupant abandonnera à titre gracieux, tout ou partie des aménagements, installations ou transformations.

Dans tous les cas, la restitution de l'emplacement à la Polynésie française, objet des présentes, sera constatée par un procès-verbal par la direction de l'équipement signé par l'occupante.

Art. 14. — Attribution de compétences

Les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'application du présent arrêté, après échec d'une tentative de règlement amiable entre les parties, seront soumis au tribunal administratif de la Polynésie française.

Art. 15

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 mai 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 12/22, Page 1/4

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 4125 MGT du 19 mai 2025 portant renouvellement d'autorisation d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public portuaire, sise sur le quai de Farepiti sur l'île de Bora Bora, pour du stockage de marchandises, au profit de la Société de Navigation Polynésienne

NOR : DEQ25505698AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2001-5 APF du 11 janvier 2001 modifiée portant dispositions relatives au code des ports maritimes de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 731 CM du 15 juin 1989 portant incorporation au domaine public portuaire du territoire le quai de Farepiti et la portion de domaine public maritime attenante d'une superficie totale de 14 120 m² sis au droit des terres Mautau 3, Tetahua, Heiroa et Teopara à Nunue, commune de Bora Bora, destinés à l'accostage et à l'évolution des navires ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 15 juin 1989 portant affectation à la direction de l'équipement, le quai de Farepiti et la portion de domaine public portuaire attendant, d'une superficie totale de 14 120 m², sis au droit des terres Mautau 3, Tetahua, Heiroa et Teopara à Nunue, commune de Bora Bora ;

Vu la demande de la Société de Navigation Polynésienne en date du 18 mars 2025 ;

Vu l'avis de la subdivision des îles Sous-le-Vent de la direction de l'équipement par bordereau n° 801 MGT/DEQ/ISLV du 23 avril 2025 ;

Vu la saisine de la commune de Bora Bora par courrier n° 458 MGT du 7 avril 2025 ;

Vu l'avis de la circonscription des îles Sous-le-Vent par courrier n° 546 MFT/CISL du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er. — Objet de l'autorisation

Le renouvellement de l'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public portuaire, sise sur le quai de Farepiti sur l'île de Bora Bora, au droit de la parcelle cadastrée section AV n° 15, d'une superficie totale de 269,19 m², pour le hangar n° 1 et n° 2, est autorisé en faveur de la Société de Navigation Polynésienne, tel que le tout figure sur le plan détenu par la direction de l'équipement.

En aucun cas ladite dépendance ne pourra être modifiée sans l'accord préalable de la direction de l'équipement.

Art. 2. — Destination de l'occupation

Cette occupation est destinée au stockage de marchandise.

Cette destination ne pourra en aucun cas être changée sans l'autorisation préalable de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Durée de l'occupation

La présente autorisation prend effet à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Elle est accordée pour une durée de neuf (9) années, renouvelable, l'occupation étant reconduite à compter du 16 mai 2025.

Art. 4. — Renouvellement de l'occupation

Toute demande de renouvellement de l'occupation est effectuée six (6) mois au moins avant la date d'échéance de la présente autorisation.

Cette demande est adressée par lettre à la direction de l'équipement accompagnée notamment d'une attestation justifiant le paiement à jour des redevances domaniales dues délivrée par la direction des affaire foncières.

Art. 5. — Conditions financières

Au titre de la redevance, et conformément à l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023, le bénéficiaire s'engage à payer au receveur-conservateur des hypothèques de la Polynésie française, une redevance annuelle d'un montant de 52 115 F CFP (cinquante-deux-mille-cent-quinze francs CFP), selon les modalités de paiement suivantes :

- soit par virement sur le compte IEOM n° XXXXX-XXXXX-XXXXXXXXXXXX-XX Papeete (ouvert au nom de la recette-conservation des hypothèques de la direction des affaires foncières) ;
- soit en espèces ou par chèque, directement à la direction des affaires foncières, immeuble Te Fenua, BP 114, 98713 Papeete.

Ci-après le détail du montant de la redevance :

Index	Emprise	Tarification		Montant (F CFP/an)
IP_ECO_01	Hangar	Part fixe : 40 000 F CFP/unité/an	1 unité	40 000
		Part variable : 45 F CFP/m ² /an	269,19 m ²	12 115
Redevance annuelle				52 115

Cette somme est payable à compter de la date de publication du présent arrêté.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 relatif à la fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française.

Art. 6. — Conditions générales

La Société de Navigation Polynésienne doit se conformer au code des ports maritimes de la Polynésie française.

Elle s'engage, en outre, à se conformer aux dispositions du règlement du quai de Fare sis à Huahine, en ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

Le présent arrêté n'est assimilable ni à un bail, ni à une location.

L'autorisation d'occupation est rigoureusement personnelle et ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle. Toutefois, un simple changement de raison sociale ne met pas fin à l'autorisation si ce changement est porté préalablement à la connaissance de la Polynésie française par lettre recommandée.

L'occupante est tenue de n'apporter aucun trouble de jouissance.

Elle doit notamment prendre les précautions nécessaires pour éviter les bruits, les odeurs et pour empêcher la présence d'animaux et insectes nuisibles tels que les rats, souris, cafards, etc., exercer une surveillance sur ses préposés et veiller à leur bonne tenue, ne rien entreprendre ni laisser en dépôt qui puisse apporter un trouble ou causer une gêne aux autres usagers du domaine public portuaire.

Elle est tenue de prendre les mesures nécessaires pour éviter toute pollution du plan d'eau par rejet de déchets ou corps gras.

Elle doit se conformer à toute remarque faite par les agents de la direction de l'équipement et s'engage notamment à respecter les clauses et conditions suivantes :

1° Elle est tenue d'obtenir toutes les autorisations administratives rendues obligatoires par la législation en vigueur et nécessaires pour l'exercice de son activité prévue au titre de l'occupation ;

2° Elle est tenue de transmettre à la direction de l'équipement un exemplaire de ces autorisations administratives ;

3° Elle est la seule tenue à toutes les garanties que l'occupation peut entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

4° Elle est tenue de ne causer aucun préjudice aux parties voisines de l'occupation concernée ;

5° Elle fait son affaire personnelle de toute contestation qui peut survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Art. 7. — État des lieux

L'occupante prend l'emplacement dans l'état où il se trouve à la date de sa remise sans pouvoir exiger de la Polynésie française une indemnisation ou une quelconque réparation.

Elle doit le rendre conformément à l'état des lieux dressé contradictoirement lors de l'entrée en jouissance.

Art. 8. — Entretien des lieux

Pendant toute la durée de l'occupation, l'occupante doit à ses frais et sous sa responsabilité, conserver en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement l'emplacement octroyé.

Elle supportera tous les travaux de réparation, reconstruction, surélévation, agrandissement et autres que la Polynésie française juge nécessaire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, ni diminution de la redevance, quelles que soient leur importance et leur durée.

Elle évacuera régulièrement les déchets et détritiques provenant de ses activités.

Art. 9. — Travaux

L'occupante ne peut faire aucun travaux ou aménagement de quelque nature que ce soit, sans l'accord express et préalable de la direction de l'équipement, ni l'obtention des autorisations administratives nécessaires délivrées par les services et organismes compétents de la Polynésie française. L'occupante doit fournir à la direction de l'équipement toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux, dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception desdits documents.

Elle est tenue, au préalable, d'avertir la direction de l'équipement de toute intervention sur l'emplacement du domaine public qui lui a été octroyé.

Les travaux sont à la charge de l'occupante qui est seule tenue à toutes les garanties que l'occupation peut entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Toute embellissement, amélioration ou installation réalisé par l'occupante pendant le cours de l'occupation reste la propriété de la Polynésie française sans aucune indemnité pour l'occupante.

L'occupante ne peut mettre en cause la Polynésie française en cas de dégradation de tout ou partie de son matériel lors d'éventuels travaux entrepris sur le domaine public par les agents de la direction de l'équipement.

Art. 10. — Assurance - Responsabilité - Recours

L'occupante est responsable de tous sinistres pouvant éventuellement intervenir à l'occasion ou du fait de son activité ou de sa présence sur les lieux.

Elle contractera auprès d'une compagnie notoirement solvable, toutes assurances nécessaires à sa responsabilité civile, vol, incendie, explosion, dégâts des eaux, accidents et tout autre sinistre imputable à son personnel ou aux installations immobilières et mobilières dont elle a la propriété, l'exploitation ou la garde.

Elle prendra à ses frais toutes mesures de sécurité qui pourraient lui être imposées par mesures générales de façon à prévenir tout sinistre ou accident. Faute par lui de prendre ces mesures, ceci pourra y être pourvu d'office et à ses frais.

Elle devra s'acquitter exactement et régulièrement des primes de ces assurances et justifiera du tout à toute réquisition de la direction de l'équipement.

La surveillance et la conservation des biens de l'occupante ou mis sous sa garde, placés sur les terrains, terres-pleins, locaux, ou voies publiques, ne sont pas la charge de la Polynésie française et aucune responsabilité ne pèsera sur elle en cas de pertes, vols ou détériorations.

L'occupante ne pourra élever aucune réclamation pour les dégâts provenant de l'action des eaux, de la mer et du vent.

Art. 11. — Abrogation de l'autorisation par la Polynésie française

La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire.

L'autorité compétente peut abroger l'autorisation d'occupation, sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts, en cas d'inobservation des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux et notamment en cas de :

- non-paiement des redevances échues ;
- cession partielle ou totale de l'autorisation sans accord préalable de la Polynésie française ;
- non-usage de l'emplacement dans un délai de six (6) mois à compter de la date d'effet de la présente autorisation ;
- cessation de l'usage de l'activité, précisée à l'article 2 du présent arrêté, pendant une durée de trois (3) mois ;
- annulation ou caducité des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur pour l'exercice de l'activité précisée à l'article 2 du présent arrêté ;
- condamnation pénale mettant l'occupante dans l'impossibilité de poursuivre l'exploitation ;
- cessation de l'exploitation consécutive à une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens ouverte à l'encontre de l'occupante.

Art. 12. — Résiliation de l'autorisation

L'occupante peut mettre fin à la présente autorisation et résilier son droit d'occupation en cas de cessation définitive de l'activité. Cette résiliation doit être notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception, à la direction de l'équipement, dans un délai d'un (1) mois avant la cessation définitive.

La résiliation ne donne droit à paiement d'aucune indemnité de quelque nature que ce soit. Les redevances payées d'avance par l'occupant resteront acquises par la Polynésie française, sans préjudice du droit, pour cette dernière de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 13. — Restitution des lieux et remise en état

L'occupante doit, en fin d'occupation ou à la date de cessation pour quelque cause que ce soit, remettre les lieux libres de toutes modifications qu'elle aurait faites.

À défaut pour l'occupante de s'être acquittée de cette obligation dans le délai fixé par mise en demeure, la Polynésie française peut y pourvoir d'office aux frais et risques de l'occupante. Dans ce cas, la redevance continue à être due jusqu'à la remise en état des lieux.

Toutefois, la Polynésie française se réserve la possibilité de renoncer à la remise en état des lieux. L'occupant abandonnera à titre gracieux, tout ou partie des aménagements, installations ou transformations.

Dans tous les cas, la restitution de l'emplacement à la Polynésie française, objet des présentes, sera constatée par un procès-verbal par la direction de l'équipement signé par l'occupante.

Art. 14. — Attribution de compétences

Les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'application du présent arrêté, après échec d'une tentative de règlement amiable entre les parties, seront soumis au tribunal administratif de la Polynésie française.

Art. 15

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 mai 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 13/22, Page 1/4

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 4126 MGT du 19 mai 2025 portant autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public portuaire, du quai de Faa'aha, sis sur l'île de Tahaa, pour une activité de transport de marchandises et de personnes, au profit de la SASU Tahaa Express

NOR : DEQ25505689AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation ;

Vu l'arrêté n° 2001-5 APF du 11 janvier 2001 portant dispositions relatives au code des ports maritimes de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2418 MAE du 27 avril 2010 portant affectation de deux emplacements dépendant du domaine public maritime, cadastrés commune de Tahaa, section de commune de Faa'aha, section BK n° 107 et 108, au profit de la direction de l'équipement ;

Vu la demande de la SASU Tahaa Express par courrier du 17 juin 2024, complétée le 29 mars 2025 ;

Vu l'avis de la subdivision des îles Sous-le-Vent de la direction de l'équipement par bordereau n° 1174 MGT/DEQ/ISLV du 21 juin 2024 ;

Vu la saisine de la commune de Tahaa par courrier n° 455 MGT du 7 avril 2025 ;

Vu la saisine de la circonscription des îles Sous-le-Vent par courrier n° 456 MGT du 7 avril 2025,

Arrête :

Article 1er. — Objet de l'autorisation

L'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public portuaire, du quai de Faa'aha, ultérieurement cadastré section BK n° 145, sis sur l'île de Tahaa, est autorisée au profit de la SASU Tahaa Express, tel que le tout figure sur le plan détenu par la direction de l'équipement.

En aucun cas les deux emplacements ne pourront être modifiés sans l'accord préalable de la direction de l'équipement.

Art. 2. — Destination de l'occupation

Cette occupation est destinée à l'amarrage de deux bateaux, de quinze (15) et dix (10) mètres de long, dédiés à une activité de transport de marchandises et de personnes.

Cette destination ne pourra en aucun cas être changée sans l'autorisation préalable de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Durée de l'occupation

La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) ans renouvelable, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel*.

Art. 4. — Renouvellement de l'occupation

Toute demande de renouvellement de l'occupation est effectuée six (6) mois au moins avant la date d'échéance de la présente autorisation.

Cette demande est adressée par lettre à la direction de l'équipement, accompagnée notamment d'une attestation justifiant le paiement à jour des redevances domaniales dues délivrées par le direction des affaires foncières.

Art. 5. — Conditions financières

Au titre de la redevance, et conformément à l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023, le bénéficiaire s'engage à payer au receveur-conservateur des hypothèques de la Polynésie française, une redevance annuelle d'un montant de 15 000 F CFP (quinze-mille francs CFP), selon les modalités de paiement suivantes :

- soit par virement sur le compte IEOM n° XXXXX-XXXXX-XXXXXXXXXX-XX Papeete (ouvert au nom de la recette-conservation des hypothèques de la direction des affaires foncières) ;
- soit en espèces ou par chèque, directement à la direction des affaires foncières, immeuble Te Fenua, BP 114, 98713 Papeete.

Ci-après le détail du montant de la redevance :

Index	Emprise	Tarification	Superficie	Montant (en F CFP/an)
IP-ECO_12	Infrastructure facilitant l'accostage	110 F CFP/m ² /an	14,81 x 4,82 = 71,38 m ²	7 852
			9,60 x 4 = 38,40 m ²	4 224
Sous-total				12 076
Redevance annuelle minimum				15 000

Cette somme est payable à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel*.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 relatif à la fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française.

Au titre de l'indemnité pour occupation sans autorisation, et conformément aux dispositions de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée l'occupant s'engage à payer au receveur-conservateur des hypothèque de la Polynésie française, une indemnité correspondant à la totalité des loyers dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %), soit une indemnité calculée sur la base de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 pour la période courant du 1er mai 2023 à la date de publication de la présente autorisation au *Journal officiel*.

Cette somme est payable à compter de la date de publication au *Journal officiel* du présent arrêté.

Art. 6. — Prescriptions générales

La SASU Tahaa Express doit se conformer au code des ports maritimes de la Polynésie française.

Le présent arrêté n'est assimilable ni à un bail ni à une location.

L'autorisation d'occupation est rigoureusement personnelle et ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle. Toutefois, un simple changement de raison sociale ne met pas fin à l'autorisation si ce changement est porté préalablement à la connaissance de la direction de l'équipement par lettre recommandée.

L'occupant est tenu de n'apporter aucun trouble de jouissance.

Il doit notamment prendre les précautions nécessaires pour éviter les bruits, les odeurs et empêcher la présence d'animaux et insectes tels que les rats, souris, cafards, etc., exercer une surveillance sur ses préposés et veiller à leur bonne tenue, ne rien entreprendre ni laisser en dépôt qui puisse apporter un trouble ou causer une gêne aux autres usagers du domaine public.

Il est tenu de prendre les mesures nécessaires pour éviter toute pollution du plan d'eau par rejet de déchets ou corps gras.

Il doit se conformer à toute remarque faite par les agents de la direction de l'équipement et s'engage notamment à respecter les clauses et conditions suivantes :

- 1° Il est tenu d'obtenir toutes les autorisations administratives rendues obligatoires par la législation en vigueur et nécessaires pour l'exercice de son activité prévue au titre de l'occupation ;
- 2° Il est tenu de transmettre à la direction de l'équipement un exemplaire de ces autorisations administratives ;
- 3° Il est tenu de ne causer aucun préjudice aux parties voisines de l'occupation concernée ;
- 4° Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui peut survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Art. 7. — État des lieux

L'occupant prend l'emplacement dans l'état où il se trouve à la date de sa remise sans pouvoir exiger de la Polynésie française une quelconque indemnisation ou réparation.

Art. 8. — Entretien des lieux

Pendant toute la durée de l'occupation, l'occupant doit à ses frais et sous sa responsabilité, conserver en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement l'emplacement octroyé.

Il supportera tous les travaux de réparation, reconstruction, surélévation, agrandissement et autres que la Polynésie française juge nécessaire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, ni diminution de la redevance, quelles que soient leur importance et leur durée.

Art. 9. — Travaux

L'occupant ne peut faire aucun travaux ou aménagement de quelque nature que ce soit, sans l'accord express et préalable de la direction de l'équipement, ni l'obtention des autorisations administratives nécessaires délivrées par les services et organismes compétents de la Polynésie française. L'occupant doit fournir à la direction de l'équipement toutes les pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux, dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception desdits documents.

Il est tenu, au préalable, d'avertir la direction de l'équipement de toute intervention sur l'emplacement du domaine public qui lui a été octroyé.

Les travaux sont à la charge de l'occupant qui est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation peut entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Tout embellissement, amélioration ou installation réalisé par l'occupant pendant le cours de l'occupation reste la priorité de la Polynésie française sans aucune indemnité pour l'occupant.

L'occupant ne peut mettre en cause la Polynésie française en cas de dégradation de tout ou partie de son matériel lors d'éventuels travaux sur le domaine public par les agents de la direction de l'équipement.

Art. 10. — Assurance - Responsabilité - Recours

L'occupant est responsable de tout sinistre pouvant éventuellement intervenir à l'occasion ou du fait de son activité ou de sa présence sur les lieux.

Il contractera auprès d'une compagnie notoirement solvable, toutes assurances nécessaires à sa responsabilité civile, vol, incendie, explosion, dégâts des eaux, accidents et tout autre sinistre imputable à son personnel ou aux installations dont il a la propriété, l'exploitation ou la garde.

Il prendra à ses frais toutes mesures de sécurité qui pourraient lui être imposées par mesures générales de façon à prévenir tout sinistre ou accident. Faute par lui de prendre ces mesures, ceci pourra y être pourvu d'office et à ses frais.

Il devra s'acquitter exactement et régulièrement des primes de ces assurances et justifiera de tout ou autre réquisition de la direction de l'équipement.

La surveillance et la conservation des biens de l'occupant ou mis sous sa garde, placés sur les terrains, terres-pleins, locaux, ou voies publiques, ne sont pas à la charge de la Polynésie française et aucune responsabilité ne pèsera sur elle en cas de pertes, vols ou détériorations.

L'occupant ne pourra élever aucune réclamation pour les dégâts provenant de l'action des eaux, de la mer et du vent.

Art. 11. — Abrogation de l'autorisation par la Polynésie française

La présente autorisation n'est accordé qu'à titre précaire.

L'autorité compétente peut abroger l'autorisation d'occupation, sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts, en cas d'inobservation des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux et notamment en cas de :

- non-paiement des redevances échues ;
- cession partielle ou totale de l'autorisation sans accord préalable de la Polynésie française ;
- annulation ou caducité des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur pour l'exercice de l'activité précisée à l'article 2 du présent arrêté ;
- condamnation pénale mettant l'occupant dans l'impossibilité de poursuivre l'exploitation ;
- cessation de l'exploitation consécutive à une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens ouverte à l'encontre de l'occupant.

Art. 12. — Résiliation de l'autorisation

L'occupant peut mettre fin à la présente autorisation et résilier son droit d'occupation en cas de cessation définitive de l'activité. Cette résiliation doit être notifiée, par lettre avec accusé de réception à la direction de l'équipement, dans un délai d'un (1) mois avant la cessation définitive.

La résiliation ne donne droit à paiement d'aucune indemnité de quelque nature que ce soit. Les redevances payées d'avance par l'occupant resteront acquises par la Polynésie française, sans préjudice du droit, pour cette dernière de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 13. — Restitution des lieux et remise en état

L'occupant doit en fin d'occupation remettre les lieux libres de toutes modifications qu'il aurait faites.

À défaut pour l'occupant de s'être acquitté de cette obligation dans le délai fixé par mise en demeure, la Polynésie française peut y pourvoir d'office aux frais et risques de l'occupant. Dans ce cas, la redevance continue à être due jusqu'à la remise en état des lieux.

Toutefois, la Polynésie française se réserve la possibilité de renoncer à la remise en état des lieux. L'occupant abandonnera à titre gracieux, tout ou partie des aménagements, installations ou transformations.

Dans tous cas, la restitution de l'emplacement à la Polynésie française, objet des présentes, sera constatée par un procès-verbal par la direction de l'équipement signé par l'occupant.

Art. 14. — Attribution de compétences

Les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'application du présent arrêté, après échec d'une tentative de règlement amiable entre les parties, seront soumis au tribunal administratif de la Polynésie française.

Art. 15

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 mai 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 14/22, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'économie, du budget et des finances

Arrêté n° 4120 MEF/DGAE du 16 mai 2025 portant autorisation dérogatoire de l'association Hippique et d'Encouragement à l'Élevage en Polynésie française pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II

NOR : DAE25505981AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association Hippique et d'Encouragement à l'Élevage en Polynésie française reçue le 25 avril 2025 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Pirae en date du 11 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

L'association Hippique et d'Encouragement à l'Élevage en Polynésie française, représentée par sa présidente Mme Alexandra SANCHEZ, dont le siège social est situé à Pirae, hippodrome Louis-Pomare, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire le dimanche 1er juin 2025 à l'occasion de la manifestation intitulée « Courses hippiques » qui se déroulera à l'hippodrome Louis-Pomare de la commune de Pirae.

Art. 2

Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :

- pour la vente à consommer sur place : de 11 h à 18 h.

Art. 3

À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4

La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mai 2025.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et par délégation : la directrice des affaires économiques,
Sabine BAZILE



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 15/22, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'économie, du budget et des finances

Arrêté n° 4206 MEF/DGAE du 19 mai 2025 portant agrément de l'association Papeete Rugby Club pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo »

NOR : DAE25505647AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019 définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu l'arrêté n° 73 CM du 16 janvier 2020 fixant les modalités d'application de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu la demande de M. Jean-Marc TUIHAGI, président de l'association Papeete Rugby Club en date du 9 avril 2025 ;

Vu l'avis favorable de la mairie de Papeete le 24 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

L'association Papeete Rugby Club, dont le n° TAHITI est le B67335, est agréée pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo » dans la commune de Papeete, archipel de la Société.

Art. 2

L'agrément est valable un an à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 3

Seules sont autorisées les loteries dénommées « Bingo » avec :

- une mise unitaire maximum de 1 000 F CFP (mille francs CFP) ;
- des lots d'une valeur inférieure ou égale à 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP).

Dans le cas de lots achetés ou offerts, la valeur de référence est la valeur marchande.

Art. 4

L'association Papeete Rugby Club, agréée pour la première fois, ne peut organiser des loteries dénommées « Bingo » que dans la limite d'un capital d'émission cumulé, c'est-à-dire la valeur cumulée des grilles émises de 15 000 000 F CFP (quinze-millions de francs CFP) par an.

Art. 5

L'association Papeete Rugby Club doit répartir le produit de la vente de grilles à hauteur de :

- 50 % au moins pour le financement des actions à but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;
- 50 % pour les frais d'organisation et les lots gagnants dont 15 % au maximum pour les frais d'organisation.

Aucune prime ne peut être versée aux vendeurs.

Art. 6

L'association Papeete Rugby Club a l'obligation de tenir un registre de tirage comportant les informations suivantes : les lieux, dates et horaires des tirages, le capital d'émission, la valeur unitaire de grilles, la valeur de lots, le produit de la vente des grilles et sa répartition.

Le registre de tirage est tenu sous la responsabilité du représentant légal de l'association. Il est mis à la disposition de toute autorité de contrôle de la régularité de l'organisation des loteries dénommées « Bingo ».

Art. 7

L'association Papeete Rugby Club doit organiser les loteries dénommées « Bingo » dans des locaux adaptés ou rendus adaptés pour l'occasion à la tenue de cette activité.

La participation des mineurs aux loteries dénommées « Bingo » est formellement interdite.

La vente et la consommation d'alcool y sont strictement interdites.

Art. 8

L'association Papeete Rugby Club est tenue de transmettre à la direction générale des affaires économiques un rapport précisant notamment le nombre de tirages, un bilan financier des tirages (capital d'émission cumulé, nombre de lots et leur montant), l'affectation des sommes recueillies ainsi que tout élément justifiant de cette affectation.

Art. 9

L'association Papeete Rugby Club est tenue de déclarer le capital d'émission cumulé mensuel tous les trimestres à la Direction des impôts et des contributions publiques (DICP) au plus tard le 15 du mois suivant la fin de chaque trimestre en remplissant le formulaire disponible sur le site de la DICP à l'adresse suivante : <https://www.impot-polynesie.gov.pf/documents/formulaire-de-declaration-de-la-taxe-sur-les-loterias-denommees-bingo-b1-dans-une-seule>.

Art. 10

Tout manquement, partiel ou total aux obligations du présent arrêté peut donner lieu à une suspension ou un retrait du présent agrément conformément à l'article LP. 2 de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019 susvisée sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Art. 11

La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 mai 2025.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et par délégation : la directrice des affaires économiques,

Sabine BAZILE



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 16/22, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4112 MPR/DRM du 16 mai 2025 portant agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française au profit de M. Kelly, Christophe, Taia FAREATA

NOR : DRM25506034AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 27 février 2025 portant nomination de M. Moana MAAMAATUAIAHUTAPU en qualité de directeur des ressources marines par intérim ;

Vu l'arrêté n° 1696 MPR du 10 mars 2025 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Moana MAAMAATUAIAHUTAPU, directeur des ressources marines par intérim ;

Vu la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des aquaculteurs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2035 CM du 8 novembre 2010 portant application de la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des aquaculteurs de Polynésie française ;

Vu la demande d'agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française formulée par M. Kelly, Christophe, Taia FAREATA le 15 novembre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la direction des ressources marines n° 2219 MPR/DRM du 15 mai 2025,

Arrête :

Article 1er

Est accordé au profit de M. Kelly, Christophe, Taia FAREATA identifié par le n° TAHITI 293555, l'agrément d'aquaculteur professionnel de la Polynésie française.

Art. 2

L'agrément défini à l'article 1er est accordé pour une durée de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

L'agrément ainsi octroyé est matérialisé par une carte émise par la direction des ressources marines au nom du titulaire.

Art. 3

L'agrément accordé à M. Kelly, Christophe, Taia FAREATA est soumis au respect des conditions prévues à l'article 8 de la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 susvisée, toutes de rigueur et notamment la remise à la direction des ressources marines :

- 1° Des statistiques « aquaculture » de production avant le 31 mars de chaque année ;
- 2° Des comptes de résultat avant le 30 juin de chaque année ;
- 3° Des statistiques mensuelles de vente.

Art. 4

La demande de renouvellement de l'agrément est effectuée deux (2) mois au moins avant la date d'expiration de l'agrément initial par le titulaire et adressée par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur la demande.

Art. 5

Toute modification des informations relatives au bénéficiaire ayant prévalu à la délivrance du présent agrément, doit faire l'objet, par son titulaire ou une personne dûment mandatée, de la déclaration desdits changements à la direction des ressources marines, au plus tard lors du renouvellement prévu à l'article 4 ci-dessus.

Art. 6

L'agrément accordé par le présent arrêté peut être suspendu ou abrogé tel que prévu par les dispositions de l'article 10 de la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 précitée.

Art. 7

Le présent arrêté sera notifié à M. Kelly, Christophe, Taia FAREATA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines p.i.,

Moana MAAMAATUAIAHUTAPU



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 17/22, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4113 MPR/DRM du 16 mai 2025 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Jacob, Teiva FAREEA à l'usage de son exploitation perlicole sise à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 212)

NOR : DRM25505764AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 27 février 2025 portant nomination de M. Moana MAAMAATUAIAHUTAPU en qualité de directeur des ressources marines par intérim ;

Vu l'arrêté n° 1696 MPR du 10 mars 2025 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Moana MAAMAATUAIAHUTAPU, directeur des ressources marines par intérim ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation du prix des hydrocarbures » ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1300 MPR/DRM du 19 février 2025 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jacob, Teiva FAREEA sise à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 212) ;

Vu les factures justificatives de M. Jacob, Teiva FAREEA de la période du 23 juin 2024 au 19 mai 2025 ;

Vu la demande d'agrément aux avantages fiscaux sur les produits pétroliers pour la perliculture de M. Jacob, Teiva FAREEA du 9 mai 2025 reçue le 12 mai 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de M. Jacob, Teiva FAREEA, titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Manihi, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 19 mai 2030.

Art. 2

L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 3 600 litres d'essence sans plomb pour l'exploitation perlicole, qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96601, article 652.

Art. 4

Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de M. Jacob, Teiva FAREEA délivrés par la direction des ressources marines.

Art. 5

M. Jacob, Teiva FAREEA s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6

À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7

Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jacob, Teiva FAREEA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines p.i.,

Moana MAAMAATUAIAHUTAPU



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 18/22, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4114 MPR/DRM du 16 mai 2025 modifiant l'arrêté n° 9914 MCE/DRM du 15 septembre 2022 modifié approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Roméo, Teiki TAMATA à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 257)

NOR : DRM25505771AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 1696 MPR du 10 mars 2025 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Moana MAAMAATUAIAHUTAPU, directeur des ressources marines par intérim ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation du prix des hydrocarbures » ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9508 MCE/DRM du 5 septembre 2022 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Roméo, Teiki TAMATA sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 257) ;

Vu l'arrêté n° 9914 MCE/DRM du 15 septembre 2022 modifié approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Roméo, Teiki TAMATA à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 257) ;

Vu la demande de carburant pour le transferts de nacres de M. Roméo, Teiki TAMATA du 12 mai 2025, enregistrée le même jour,

Arrête :

Article 1er

L'article 2 de l'arrêté n° 9914 MCE/DRM du 15 septembre 2022 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 2. – L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 2 400 litres d'essence sans plomb et 200 litres de gazole pour l'exploitation perlicole ainsi que 1 000 litres d'essence sans plomb pour les transferts de nacres interinsulaires, qui pourra être révisée chaque année. »

Art. 2

Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Roméo, Teiki TAMATA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines p.i.,

Moana MAAMAATUAIAHUTAPU



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 19/22, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4185 MPR/DRM du 19 mai 2025 accordant à M. Willy, Rainui AH-MIN le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française

NOR : DRM25506082AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 27 février 2025 portant nomination de M. Moana MAAMAATUAIAHUTAPU en qualité de directeur des ressources marines par intérim ;

Vu l'arrêté n° 1696 MPR du 10 mars 2025 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Moana MAAMAATUAIAHUTAPU, directeur des ressources marines par intérim ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1099 CM du 27 juin 2022 portant application de l'article 6 de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu les pièces de la demande de licence de pêche professionnelle du 15 octobre 2024 présentée par M. Willy, Rainui AH-MIN ;

Vu l'arrêté n° 13360 MLA/DPAM du 30 décembre 2020 portant délivrance du Brevet de capitaine de pêche côtière (BCPC) à M. Willy, Rainui AH-MIN ;

Vu l'avis favorable de la Commission consultative de la pêche hauturière (CCPH) en sa séance du 11 décembre 2024 ;

Vu le permis de navigation n° DPAM-PROF PPT 495/2025 du 15 mai 2025,

Arrête :

Article 1er

Une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » est accordée à M. Tapuarii LUCAS, armateur du navire dénommé (Nuirai II), immatriculé à Papeete sous le numéro PY 40985 PE, pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 2

Les caractéristiques principales dudit navire sont les suivantes :

- a) Type : poti marara ;
- b) Nationalité : française ;
- c) Longueur hors tout : 8,63 m ;
- d) Largeur hors tout : 2,86 m ;
- e) Type de motorisation : in-bord diesel ;
- f) Composition de l'équipage : 1 capitaine, 1 marin pêcheur.

Art. 3

Les techniques de pêche autorisées et les espèces ciblées par l'armateur sont les suivantes :

- a) Techniques ou engins de pêche autorisés :
 - pêche au harpon ;
 - pêche à la traîne ;
 - pêche à la ligne de fond ;
 - pêche à la canne.
- b) Espèces ciblées :
 - petits pélagiques ;
 - grands pélagiques ;
 - poissons des profondeurs.

Art. 4

M. Willy, Rainui AH-MIN est soumis aux obligations fixées par l'arrêté n° 1099 CM du 27 juin 2022 modifié et notamment :

- tenir un journal de pêche dans lequel sont consignées les activités et les captures journalières et remettre ce document à la direction des ressources marines au plus tard le 5 de chaque mois, même en l'absence de pêche effective et en précisant le motif de cette absence de pêche ;
- fournir les informations complémentaires relatives à l'activité et la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre de création d'emploi par exploitation et la consommation de carburant ;
- restituer le dernier carnet carburant utilisé avant toute délivrance d'un nouveau carnet carburant ;
- équiper le navire d'un système de suivi de navires, en état de fonctionnement, maintenu activé pendant toute la durée de la campagne de pêche et de respecter les modalités d'utilisation de ce système conformément aux prescriptions du service en charge de la pêche.

Art. 5

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 169 MPR/DRM du 9 janvier 2025 accordant à M. Willy, Rainui AH-MIN le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite en « projet de construction » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 6

Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines p.i.,
Moana MAAMAATUAIAHUTAPU



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 20/22, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4186 MPR/DRM du 19 mai 2025 portant suspension du bénéfice de la licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » de M. Tevaarii, Evrard, Teuirahihi TAU pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française

NOR : DRM25505738AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1696 MPR du 10 mars 2025 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Moana MAAMAATUAIAHUTAPU, directeur des ressources marines par intérim ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 9 février 2012 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5760 MRM du 2 juillet 2014 accordant à M. Tevaarii, Evrard, Teuirahihi TAU le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu la demande de suspension de licence de pêche professionnelle du 12 mai 2025 présentée par M. Tevaarii, Evrard, Teuirahihi TAU,

Arrête :

Article 1er

L'arrêté n° 5760 MRM du 2 juillet 2014 accordant à M. Tevaarii, Evrard, Teuirahihi TAU le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, est suspendu pour trois mois à compter du 1er août 2025.

Art. 2

La suspension mentionnée à l'article 1er du présent arrêté suspend également le bénéfice des avantages attachés à l'autorisation de pêche pour la même durée et concernant les biens destinés directement à l'activité de pêche du navire de pêche dénommé (Teuirahihi 2), immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4644.

Art. 3

Le directeur p.i. est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines p.i.,

Moana MAAMAATUAIAHUTAPU



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 21/22, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de la santé

Arrêté n° 4127 MSP du 19 mai 2025 portant autorisation de modifier la durée maximale de conservation de certaines denrées alimentaires produites et commercialisées par l'établissement Easy Market Prince Hinoï, sis avenue du Prince-Hinoï à Papeete, exploité par la SARL Société Commerciale Prince Hinoï (n° TAHITI 997668)

NOR : DSP25504885AM

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 405 PR du 15 mai 2023 relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 77-116 du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu la loi du pays n° 2008-12 du 16 septembre 2008 modifiée relative à la certification, la conformité et la sécurité des produits et des services ;

Vu l'arrêté n° 1116 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 11 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1119 CM du 9 octobre 2006 relatif aux durées maximales de conservation de certaines denrées alimentaires animales ou d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 184 CM du 17 février 2010 modifié fixant les conditions d'hygiène applicables dans les établissements entreposant des denrées alimentaires animales ou d'origine animale nécessitant une conservation à température dirigée ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 27 février 2025 enregistrée sous le numéro 238 le 28 février 2025 et pièces complémentaires n° 461 du 17 avril 2025 ;

Considérant l'avis favorable du vétérinaire de la direction de la santé n° 541 MSP/DSP/CSE du 17 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

En application de l'article 6 de l'arrêté n° 1119 CM du 9 octobre 2006 modifié susvisé, l'établissement Easy Market Prince Hinoï sis à avenue du Prince-Hinoï à Papeete, exploité par la SARL Société Commerciale Prince Hinoï (n° TAHITI 997668), est autorisé à modifier la durée maximale de conservation des denrées alimentaires animales ou d'origine animale suivantes : viandes hachées à l'avance et préparations de viandes hachées et morceaux de viande de moins de 100 g, réfrigérés sous atmosphère non modifiée.

Art. 2

La durée de conservation est fixée sous la responsabilité du directeur de l'établissement. Elle ne peut pas excéder à compter de la date préparation :

- 1 jour pour le carpaccio de bœuf assaisonné ou non, conditionné sous atmosphère non modifiée.

La nouvelle date limite de consommation ne devra pas dépasser celle déterminée par le précédent conditionneur, l'importateur ou le précédent vendeur.

Art. 3

L'établissement met en place un plan d'autocontrôles microbiologiques de ces denrées comportant une vérification régulière à Date limite de consommation (DLC) des critères microbiologiques requis réglementairement.

Art. 4

Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de la présente autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 6 de l'arrêté n° 1119 CM du 9 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 5

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 mai 2025.

Pour le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, absent, le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 22/22, Page 1/2

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION
ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
Avis officiels

Direction des affaires foncières - Avis n° 9364 MFL/DAF/SIAD du 16 mai 2025 - Partage judiciaire par souche

Il est porté à la connaissance de tous qu’une requête en partage par souche de terres dépendant d’une succession est déposée au tribunal foncier de la Polynésie française de la section détachée de Ra’iātea. Cette procédure est détaillée dans le tableau ci-dessous :

N° de rôle	Nom de l’auteur de la succession à partager	Nom de l’auteur de chacune des souches concernées par le partage	Terre(s) concernée(s)	Référence(s) cadastrale(s)	Commune	Île
24/00061	Fauraa Nui a MAI épouse MARCANTONI	Teriinohotua, Joseph MARCANTONI	Tepepe	ME 83	Huahine (Maeva)	Huahine
		Teriiteahiorai, Ernest MARCANTONI		ME 95		
		Tupuaitua, Estelle MARCANTONI		ME 94		
		Taeaetua, Pauline MARCANTONI		ME 89		
		Camille MARCANTONI		OH 5		
		Thomas, Tetuanui MARCANTONI		OK 22		

Toute personne intéressée par ce partage dispose d’un délai de 1 an à compter de la dernière des mesures de publicité ou d’information pour intervenir volontairement à l’instance, conformément à la loi n° 2019-786 du 26 juillet 2019 relative à la Polynésie française, rendue applicable par la délibération n° 2021-39 APF du 18 février 2021 modifiant la délibération n° 2001-20 APF du 4 décembre 2001 modifiée portant code de procédure civile de la Polynésie française.

À l’expiration de ce délai, les interventions volontaires restent possibles si l’intervenant justifie d’un motif légitime, apprécié par le juge, l’ayant empêché d’agir.

Comment intervenir à une instance devant le tribunal foncier ?

L’intervenant doit écrire une requête accompagnée des pièces visées aux articles 449-6 et 449-8-1 du code de procédure civile de la Polynésie française. Cette requête est à déposer au greffe du tribunal foncier.

Pour le ministre du foncier et du logement, en charge de l’aménagement, et par délégation : la responsable de la section d’information et d’accès aux documents fonciers et généalogiques,
Sylvie CLARK

Les données à caractère personnel qui figurent dans la requête seront traitées par la Direction des affaires foncières (DAF) et auront pour finalité l’accomplissement des mesures de publicité collective, relative à des demandes de partage par souche. Seules les données personnelles concernant l’identité de l’auteur de la succession feront l’objet de la finalité définie *supra*. Ainsi, l’extraction de ces données est nécessaire afin que chaque souche puisse intervenir à l’instance la concernant. Les données sont à destination de la direction des affaires foncières conformément au texte pris pour l’application de la loi n° 2019-786 du 26 juillet 2019. Dans les

conditions légales et réglementaires, certaines autorités disposent, dans l'exercice de leurs missions, d'un droit de communication de ces données (autorités judiciaires, police, gendarmerie, douane...). Conformément à la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit d'opposition pour des raisons tenant à votre situation particulière, que vous pouvez exercer aux adresses suivantes, en justifiant de votre identité : daf.direction@foncier.gov.pf. Vous pouvez aussi introduire une réclamation auprès de la CNIL www.cnil.fr sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus. Pour toute question relative à l'utilisation de vos données, vous pouvez contacter la déléguée à la protection des données (DPD) aux adresses suivantes : DPO Service de l'informatique, BP 4574, 98713 Papeete – dpo@informatique.gov.pf.



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

- Journal authentifié

Le Journal officiel de la Polynésie française (JOPF) est publié sous forme d'un PDF officiellement authentifié. Le fichier PDF de l'édition complète est doté d'une empreinte SHA256, c'est-à-dire d'une chaîne de 64 caractères pouvant être utilisée pour s'assurer de l'authenticité de la version.

Pour connaître précisément l'empreinte numérique du document, puis la vérifier avec tout outil permettant de calculer un sha256, vous pouvez aller sur le site Lexpol et cliquer sur l'icône "i" située à côté du lien « Télécharger le fichier PDF authentifié ». Une fenêtre vous donnera l'empreinte numérique du document.

Enfin, vous pouvez retrouver les empreintes numériques des cinq derniers journaux officiels numériques JOPF ci-dessous :

- Empreinte numérique du JOPF n° 113 du 19 mai 2025 :
f4f9488aab1a172b13dac8acd75a77025fe9059d9b579bd970a7a973e037e973
- Empreinte numérique du JOPF n° 112 du 19 mai 2025 :
cc1ed468353220c00716273bcc9b106f895defd3efd406b71651618b218306cd
- Empreinte numérique du JOPF n° 111 du 16 mai 2025 :
b1882c5d80e400292a5e378d5bf321e3910232c57071789c6f8b550e3ad18aa4
- Empreinte numérique du JOPF n° 110 du 16 mai 2025 :
99b74c98496c1cdbaa66209be036666729183a1b4064ae9893cca59adf6a89c8
- Empreinte numérique du JOPF n° 109 du 15 mai 2025 :
89db7d27daae519ce0cbbc3cd8ce8e30cc201a1c3a15cf2ff23a67b8a87cf1c9

Le directeur de publication, Philippe MACHENAUD-JACQUIER